***L’enjeu de la connaissance***

 **Introduction**

**1. La notion de « société de la connaissance »**

 **a. Pourquoi Peter Drucker ?**

Né à Vienne, Peter Drucker étudie le droit à Francfort tout en travaillant comme apprenti dans une société d’exportation de textiles à Hambourg, où il se forme au commerce. En 1933 il émigre en Angleterre, puis aux Etats-Unis où il enseigne les sciences politiques et la philosophie. Son œuvre de pionnier en management commence avec une mission qui lui est confiée par le patron de General Motors, Alfred Sloan, lui-même instigateur de nouvelles méthodes d’organisation ; pendant deux ans, Drucker étudie le fonctionnement de l’entreprise afin d’en améliorer l’efficacité. Son rapport, The Concept of Corporation, est publié en 1946. Il devient alors consultant pour de nombreuses entreprises, institutions, gouvernements, et professeur de management à la New York University (1950-1971) puis l’Université de Claremont en Californie, où il termine sa carrière. Auteur d’innombrables ouvrages de management, il a notamment posé les principes de la « direction par objectifs », source de stimulation et de responsabilisation pour l’employé, qui sont désormais largement répandus. Depuis 2009, le Global Peter Drucker Forum réunit chaque année à Vienne les adeptes de la pensée managériale de Drucker.

La présence de Drucker dans notre programme est justifiée par l’emploi de l’expression « société de la connaissance » (knowledge society) dans l’un de ses livres, The Age of Discontinuity (Guidelines to our changing society), publié en 1969, et traduit en français sous le titre La grande mutation (vers une nouvelle société) aux Editions d’Organisation en 1970, jamais réédité depuis. Dans cet épais ouvrage, Drucker rassemble ses observations sur les transformations à l’œuvre dans les sociétés (surtout occidentales) des années 1960, pour tenter d’en prédire les évolutions à venir et surtout d’identifier les conditions qui permettront d’assurer une production efficace et d’améliorer encore la productivité du travail. Sa démarche, essentiellement empirique, s’appuie sur peu de références théoriques (il cite quelques travaux en économie, et surtout ses propres publications) mais beaucoup d’intuitions issues de son expérience dans le monde des entreprises. Après s’être intéressé aux innovations technologiques, à l’émergence de ce qu’on appellera la mondialisation, aux rapports entre individus et organisations, P. Drucker aborde dans la quatrième partie de son ouvrage « l’ère du savoir », où il affirme que la connaissance est devenue le facteur de production décisif. De ce fait, l’accès au savoir est une nécessité pour maintenir la compétitivité et la productivité des travailleurs. La place de l’Etat, le rôle des organisations, les hiérarchies sociales, tout doit être repensé selon Drucker pour favoriser cette circulation des connaissances ; c’est pourquoi l’école, les méthodes d’enseignement et la formation continue occupent une place éminente dans ses réflexions. Il s’agit de former des individus plus productifs, capables d’apprendre tout au long de leur vie, et de coopérer pour favoriser la circulation de l’information, condition nécessaire à l’innovation. Peter Drucker préconise ainsi l’individualisation des apprentissages, le développement de l’autonomie, mais aussi l’évaluation constante des performances de l’école. Et c’est ainsi qu’à l’expression « économie de la connaissance » il substitue celle de « société », beaucoup plus englobante.

 Si Peter Drucker peut éventuellement être considéré comme l’inventeur de la formule « société de la connaissance », il n’est pas le premier ni le seul penseur de son époque à réfléchir aux mutations des rapports entre société et savoir, ni à l’importance de ce dernier dans les économies tertiarisées.

 **b. Une notion en discussion depuis les années 1940 :**

Parmi les précurseurs de Peter Drucker, on trouve dans les années 1940 des théoriciens issus des sciences « dures », dont les réflexions accompagnent notamment les débuts de l’électronique, des calculateurs, et de l’informatique. On parle alors de « société de l’information » ou « de la communication ».

 - En juillet 1945, Vannevar Bush (1890-1974), ingénieur américain qui fut entre autres l’un des coordinateurs du projet Manhattan, publie un article intitulé As We May Think dans la revue Atlantic Monthly, à la suite d’un rapport présenté au président Roosevelt. Selon lui, le progrès scientifique passe désormais par le regroupement des meilleurs scientifiques autour de programmes financés sur fonds publics, pour favoriser le développement rapide des connaissances fondamentales et de certains secteurs comme la santé. Constatant les limites de la mémoire individuelle, il appelle à améliorer les moyens matériels permettant d’accéder à toute la connaissance humaine, à faire circuler massivement le savoir et le mettre à jour constamment. Il est considéré comme un précurseur de la navigation par liens hypertexte (Memex) et donc du web.

 - En 1948, le mathématicien américain Norbert Wiener expose la première théorie de la cybernétique, dans son ouvrage Cybernetics or Control and Communication in the Animal and the Machine. Il s’agit d’étudier les mécanismes d’information des systèmes complexes. Appliquant le concept à la société, Wiener utilise l’expression « société de la communication », qui peut préfigurer celle de la « connaissance ».

Il en résulte notamment l’idée majeure que l’innovation passe par la mise en relation d’acteurs différents et complémentaires, et que l’image de l’inventeur isolé dans son laboratoire et inspiré de son seul génie est un mythe désormais totalement révolu. D’où la nécessité de mettre en œuvre des moyens de partage et de circulation du savoir, mais aussi des stratégies de coopérations, qu’on retrouve dans les politiques scientifiques à partir des années 1960-1970.

A la même époque que Peter Drucker, d’autres auteurs, souvent issus de la sociologie ou de l’économie, contribuent à nourrir la réflexion. Ainsi le sociologue américain Daniel Bell, qui prévoit le dépassement du paradigme industriel par la prépondérance croissante dans l’organisation sociétale des éléments immatériels que sont connaissance et information (Vers la société post-industrielle, 1973). Les travaux traitant des relations entre savoir, capital, production, éducation, employabilité etc. permettraient de remplir plusieurs pages de bibliographie.

**c. Une notion en débat :**

L’importance de la maîtrise des connaissances et de l’accès à l’information dans les sociétés développées n’est guère contestable. Mais le regard porté sur cet état de fait, et ses conséquences, est variable.

Peter Drucker s’inscrit clairement dans la pensée néo-libérale. Proche de l’école de Chicago, il est très critique envers l’Etat, l’administration, les syndicats, lorsque ceux-ci prétendent réguler l’économie. Dans sa vision idéale de la société, la « connaissance » valable est celle qui a une « utilité », autrement dit qui contribue à la production économique. Le reste est « ornemental », c’est-à-dire superflu. La valeur d’une connaissance peut être évaluée selon les logiques du marché. Drucker se distingue toutefois du courant dominant du néolibéralisme (Friedman) en ne faisant pas de la recherche du profit maximum le but de l’entreprise – il trouve plus importante la satisfaction du client ; il n’est pas non plus un chantre de l’individualisme, insistant sur l’importance des organisations.

Dans La nouvelle société de la connaissance publiée en 2017, Joseph E. Stiglitz (prix de la Banque de Suède 2001) et Bruce Greenwald font une lecture un peu différente. Ils affirment que le fondement de la croissance et du développement sur la longue durée est une « société de l’apprentissage » où les connaissances se diffusent dans tout le secteur productif. Mais au contraire des libéraux, ils plaident pour une nécessaire régulation par l’intervention publique, notamment en vue de réduire les inégalités.

Favoriser la circulation et la diffusion du savoir n’est pas seulement un enjeu économique (« économie de la connaissance »), mais, dans le cadre des sociétés démocratiques, un projet plus global visant à aboutir à une société d’égaux en droits.

Néanmoins, la société de la connaissance peut aussi être porteuse de nouvelles inégalités. Spécialiste du discours et de la communication, le sociologue Philippe Breton a ainsi nourri la réflexion critique sur l’Utopie de la communication (La Découverte, 2004). Dans un article important paru en 2005, il revient sur l’origine du concept de société de la connaissance pour en critiquer la « double réduction » :

 - L’information comme seule forme légitime de connaissance : sous l’influence de la cybernétique (Wiener) et du numérique, le processus de connaissance finit par être réduit à un traitement de l’information.

 - La connaissance scientifique comme seule forme de connaissance légitime : Ph. Breton résume la tradition philosophique héritée d’Aristote visant à catégoriser les domaines du savoir, amenant à opposer, en simplifiant beaucoup, la « vérité scientifique » à la « vérité de l’opinion », cette dernière se trouvant désormais dévalorisée au motif de son manque de rationalité.

La « société de la connaissance » pourrait donc être celle où triomphent les détenteurs du savoir et de la compétence acquise sur des bases scientifiques, et maîtrisant les outils de communication permettant d’échanger et d’enrichir constamment leur propre capital, désormais décisif dans la société post-capitaliste. Des critiques radicales voient dans cette notion le « stade ultime du capitalisme » Quoi qu’il en soit, la notion de « société de la connaissance » s’applique bien à nos sociétés développées et tertiarisées, où le savoir est un facteur décisif de production. C’est ainsi que le Conseil Européen réuni à Lisbonne en 2000, a intégré la « société de la connaissance » dans ses orientations destinées à soutenir la croissance économique de l’UE (dites « stratégie de Lisbonne ») en incitant les Etats membres à investir massivement et à coopérer en matière d’éducation, de formation et de recherche (vœu resté largement lettre morte). Mais cette situation soulève de nouvelles questions, abordées dans la suite du thème. Dans l’immédiat, on retiendra que si l’apport de Peter Drucker à la théorie managériale peut être discuté, son apport aux sciences sociales est bien mince. Auteur au style clair et pédagogique, il est un observateur passionné par son époque, intuitif et engagé, mais pas un théoricien. Au moins son nom reste-t-il attaché à la formule « société de la connaissance ».